



SE-Unsa SAVOIE SNUipp-FSU SAVOIE SGEN-CFDT SAVOIE SNUDI-FO SAVOIE

Chambéry, le 12 novembre 2020

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Vous avez adressé en date du 9 novembre un courrier à l'ensemble des personnels de l'éducation nationale du département, à propos de la circulation du virus du Covid.

De manière inédite, cette lettre a entraîné de nombreuses réactions indignées et choquées. Vous aurez sans doute l'occasion de le mesurer vous-même, puisque plusieurs enseignant.e.s vous ont adressé une réponse, sous-couvert de leur IEN.

De fait, cela ne peut rester non plus sans réponse de notre part.

Le contenu de votre courrier est pour le moins moralisateur et culpabilisant pour les équipes pédagogiques. Si un rappel de la situation sanitaire exceptionnelle que vit le département peut se comprendre, le ton accusateur de cette missive rend le message inaudible pour nos collègues, qui sont soumis à des conditions d'exercice difficile sur le terrain, sont les premier.e.s exposé.e.s, et font tout leur possible pour mettre en œuvre un protocole sanitaire parfois inapplicable dans les écoles et établissements, et respecter les gestes barrière.

Votre lettre, monsieur l'Inspecteur d'Académie, est la goutte d'eau qui fait déborder un vase de "ras le bol" déjà bien plein parmi les personnels de terrain, incontournables dans le fonctionnement des missions, du système éducatif, et, plus que jamais, de la société. Si nous en comprenons bien le sens, si le virus circule en Savoie et si de nombreux enseignant.e.s sont malades, c'est de leur faute car ils.elles ont mangé ou bu un café ensemble. Ce raisonnement aussi réducteur n'est pas acceptable, ni entendable.

Alors que le département de Savoie est le plus touché par la contamination, à aucun moment, vous ne considérez que cette situation est peut-être due au manque de protection et de moyens pour protéger plus efficacement les personnels qui sont tous les jours au contact d'une concentration de virus : masques en tissu moins efficaces que les masques chirurgicaux, masques en tissu toxiques (retirés depuis, certes, mais quelles garanties avons-nous que les masques Corele n'aient pas été traités avec les mêmes produits ?), multitude de protocoles avec des ordres et des contre-ordres de dernière minute, qui entraînent la confusion et multiplient les risques d'erreur, un protocole allégé à l'extrême au mois de septembre, problématique du nettoyage et désinfection des locaux, impossibilité du respect des distanciations, non port du masque des élèves lors des repas à la cantine, et en garderie, problème du lavage des mains dans beaucoup d'écoles et d'établissements du Second degré ayant peu de lavabos disponibles par élève, brassage des élèves répartis dans d'autres classes en cas d'absence non remplacée, manque d'enseignant.e.s remplaçant.e.s, directeurs-trices des petites écoles jusqu'à nouvel ordre privé-es de leur décharge mensuelle (ce qui n'aide en rien au respect du protocole), la liste n'est hélas pas exhaustive.

Vous citez une école « *fermée ce jour parce que 11 enseignants sont cas contacts* ». Nous ne pouvons que relever cette allusion, blessante pour les 11 personnes concernées, puisque la situation prise en exemple est surtout l'illustration de la confusion ambiante, et d'une gestion sans précaution ni « responsable et solidaire » à votre niveau. Plusieurs de nos collègues n'ont été contactés ni par le médecin de prévention, ni par l'ARS ; c'est pourtant cette dernière qui détermine les « cas contacts ». Qui a alors pris la décision de les considérer comme tels ? Qui a pris la décision de fermer l'école si les cas contacts ne sont pas avérés ? En effet, soit les 11 sont "cas contacts" et ils sont en septaine en attendant d'être testés, soit ils ne sont pas "cas contacts" et l'école rouvre ses portes ; les enseignant.e.s ne sont pas « réquisitionnables » pour accueillir les enfants de soignants -d'autant que "la réquisition"

est du domaine du préfet sur demande de votre part, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, et qu'un IEN n'en a pas le pouvoir.

La façon dont les collègues de cette école sont traités est incompréhensible et appelle des réponses urgentes.

Au-delà de ce cas particulier, pour nombre de personnels, votre courrier est injuste.

Les équipes auraient préféré, et apprécié, recevoir des remerciements.

- un remerciement pour la mise en place de l'hommage à Samuel Paty, sur les chapeaux de roues comme souvent, puisqu'aucune concertation en équipe n'a été possible, le temps d'échange promis par le ministère ayant été balayé d'un revers de main ;
- un remerciement pour la mise en place du nouveau protocole sanitaire au pied levé,
- un remerciement pour l'impression, la plastification et la mise en place des nouvelles affiches de Vigipirate, elles aussi faites le week-end par les directeur.rice.s,
- un remerciement pour avoir ouvert le portail de l'école lundi 2 novembre au matin, la boule au ventre parfois, seul.e.s et ne se sentant pas protégé.e.s,
- un remerciement pour celles et ceux qui ont encadré les vacances apprenantes face à des élèves non masqués et sans doute porteurs du Covid,
- un remerciement pour les directeur.rice.s malades du Covid, qui continuent malgré tout d'assurer la direction avec leur matériel personnel, vacances et week-ends compris, ne prenant pas le repos nécessaire pour se soigner, au péril de leur santé,
- un message pour « se serrer les coudes » tout en gardant la distance de sécurité car la Savoie est le département le plus touché de France et par conséquent les enseignant.e.s plus que d'autres sont susceptibles d'attraper ce virus.

Les personnels de l'éducation nationale sont fatigués. Ils sont en colère, aussi. Pour reprendre les mots de certain.e.s de nos collègues, nous comprenons bien que la situation soit tendue pour tous, et mette l'administration en situation délicate, mais à force de tirer sur une corde déjà bien usée, celle-ci finit par céder.

Beaucoup nous demandent comment poursuivre leur mission avec énergie et engouement, alors qu'ils ne se sentent pas considérés, pensent leur professionnalisme bafoué et considèrent qu'il s'agit de votre part d'une méconnaissance totale du terrain.

Les équipes pédagogiques font en sorte de tout mettre en œuvre pour se protéger et protéger les élèves, mettent toute leur énergie au service de la continuité pédagogique, essayant de faire au mieux pour accueillir les élèves malgré le manque de personnel remplaçant, et personne au sein des écoles ne compte ses heures.

Si la continuité du service public d'éducation est mise en péril, ce n'est certainement pas du fait des enseignant.e.s et des personnels, qui, au contraire, tiennent le système à bout de bras, particulièrement depuis mars dernier.

La période est extrêmement difficile, nous avons besoin de soutien, pas de mépris.

Sachez que les personnels de l'éducation nationale sont fatigués, ils sont désormais en colère. Nombre de collègues se sont sentis rabaissés par votre courrier et en attendent des excuses, la balle est désormais dans votre camp.

Veuillez croire, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, à notre profond et sincère dévouement au Service Public d'Education.

Pour le SNUipp-FSU 73
Sarah Hamoudi-Wilkowsky
et Natacha Matéo-Thibault

Pour le SNUDI FO SAVOIE
Pascal Rodriguès

Pour le SE-UNSA 73
Ludovic Bérenger
et François Lappe

Pour le SGEN-CFDT Savoie
Gilles Petit